

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
GENERALE
T/OBS.9/2
20 juillet 1956
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

PETITIONS CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE NAURU

Observations du Gouvernement australien, en sa qualité
d'Autorité administrante

Note du Secrétariat : Les observations formulées dans le présent document ont trait aux pétitions suivantes :

<u>Section</u>	<u>Pages</u>
1. Pétition de M. Danang (T/PET.9/15)	2
2. Pétition de M. Fritz Gaunibwe (T/PET.9/16)	3
3. Pétition de M. H. Aggi (T/PET.9/17)	4
4. Pétition de M. Victor Eoalo (T/PET.9/18)	5
5. Pétition de M. Apadinuwe (T/PET.9/19)	6

1. Pétition de M. Danang (T/PET.9/15)

M. Danang, qui est invalide, déclare qu'il ne peut subvenir à ses besoins; il demande que l'on examine son cas en vue de l'octroi d'une pension.

Le pétitionnaire, qui est âgé de 52 ans, a été amputé de l'avant-bras gauche à la suite de blessures qu'il aurait reçues au cours d'un bombardement de Nauru, en 1944 ou 1945. A l'heure actuelle, il dirige une succursale de la Société coopérative de Nauru et est aidé par des parents. Il a deux fils qui travaillent à Nauru et il gagne quelque argent en vendant de la volaille. Avant la dernière guerre, M. Danang n'occupait aucun emploi.

Le Gouvernement australien a examiné toute la question des dommages de guerre dus aux Nauruans en fonction des besoins généraux du relèvement et du bien-être de la communauté nauruane. Un programme important de relogement, dont le coût s'est élevé à 304.000 livres, a été mis en oeuvre et un crédit de 15.000 livres a été ouvert en vue de l'achat de meubles pour les nouveaux logements.

La question des invalidités en général a été examinée dans son ensemble lors de l'élaboration de la Nauru Social Services Ordinance (Ordonnance relative aux services sociaux de Nauru), qui doit être promulguée prochainement. Lorsque cette ordonnance entrera en vigueur, le cas de M. Danang sera examiné compte tenu de ses dispositions.

2. Pétition de M. Fritz Gaunibwe (T/PET.9/16)

Cette pétition a trait à une demande en remboursement du prix d'une voiture automobile que M. Fritz Gaunibwe déclare avoir envoyée en 1940 en Australie, par l'intermédiaire de la Société coopérative de Nauru, pour la faire réparer. Cette voiture a été perdue lors du naufrage du bateau - coulé par un avion allemand - qui la ramenait à Nauru.

La Société coopérative de Nauru indique qu'elle ne sait rien de cette voiture, toutes ses archives ayant été détruites pendant l'occupation japonaise. Elle ne peut dire si l'automobile avait été assurée contre les risques de guerre.

M. Fritz Gaunibwe a écrit au Native Affairs Officer (chef des affaires indigènes) en 1947, et le chef supérieur, qui était alors M. Detudamo, a saisi de l'affaire la Société coopérative de Nauru. Celle-ci a déclaré qu'elle n'avait jamais reçu de demande d'indemnité de la part de l'intéressé, et il semble qu'elle ait laissé les choses au même point depuis lors. L'Administration s'occupe maintenant de l'affaire et le représentant de la Société à Melbourne mène une enquête pour essayer de déterminer si l'automobile était assurée contre les risques de guerre.

3. Pétition de M. H. Aggi (T/PET.9/17)

Le pétitionnaire demande qu'une maison lui soit attribuée au titre du programme de relogement. C'est un célibataire, âgé de 60 ans environ, qui n'a présenté précédemment aucune demande de logement.

L'Administration a construit à l'intention de Nauruans 350 maisons dont elle a confié la répartition au Conseil administratif local de Nauru. Le pétitionnaire doit présenter une demande à cet organisme, qui l'examinera en tenant compte des besoins généraux de la communauté nauruane.

4. Pétition de M. Victor Eoalo (T/PET.9/18)

Le pétitionnaire demande que l'on examine si la prime d'aptitudes qu'il reçoit en plus de son salaire de base est suffisamment élevée.

Les primes d'aptitudes attribuées aux employés nauruans de l'Administration sont déterminées par l'Administrateur, qui tient compte des responsabilités assumées et des aptitudes ou de la compétence montrées dans l'exercice des fonctions.

Le pétitionnaire est employé à l'hôpital de l'Administration en qualité de technicien de laboratoire et il exerce les fonctions d'assistant auprès du pathologiste. Sa prime d'aptitudes a été portée de livres : 0-36 à livres : 40-100 l'année dernière, avec effet rétroactif au 23 décembre 1954. Elle est donc du même ordre que celles qui sont perçues par le préparateur en pharmacie et le radiologiste, tous deux chefs de section, qui reçoivent respectivement une prime de livres : 80-180 et livres : 40-140.

De l'avis de l'Administrateur, les connaissances et l'expérience de M. Eoalo, ainsi que les responsabilités qu'il assume en tant que technicien de laboratoire, sont bien inférieures à celles du pathologiste. On estime qu'à l'heure actuelle une révision de sa prime d'aptitudes ne serait nullement justifiée.

5. Pétition de M. Apadinuwe (T/PET.9/19)

Cette pétition porte sur trois points. M. Apadinuwe demande :

- 1) Que la prestation en espèces que lui verse l'Administration soit augmentée;
- 2) Qu'on lui procure des travaux dont il puisse se charger;
- 3) Qu'une assistance lui soit donnée en vue d'accélérer le paiement des redevances qui lui sont dues pour les terres phosphatiques qu'il possède dans l'île Océan.

L'Autorité administrante présente les observations suivantes :

1) Depuis le mois d'octobre 1953, le pétitionnaire reçoit à titre gracieux de l'Administration une somme de 6 livres par mois. En outre, la Société coopérative de Nauru lui fournit gratuitement des denrées alimentaires chaque semaine, et des parents l'aident de temps en temps. L'Administration a toujours suivi ce cas de près mais elle estime qu'il n'y a pas lieu, à l'heure actuelle, d'accroître l'aide fournie au pétitionnaire.

2) L'Administration a déjà recherché les possibilités de trouver pour M. Apadinuwe des travaux dont il puisse se charger, mais elle n'a pu en découvrir à Nauru. Elle continue à s'occuper de cet aspect de la pétition.

3) Depuis qu'elle a été saisie de l'affaire en 1953, l'Autorité administrante a procédé à des enquêtes au nom de M. Apadinuwe. Elle a déterminé que les redevances dues pour les terres phosphatiques de l'île Océan sont versées à un Trust Fund dont le capital sera utilisé pour la réinstallation des Banabans à Rambi, dans les îles Fidji; les anciens propriétaires ne reçoivent que les intérêts des sommes investies à ce titre. L'Administration est convenue avec le Conseiller des Banabans de percevoir les intérêts dus à M. Apadinuwe et de les verser à celui-ci au nom de la communauté banabane. Le Conseiller des Banabans a fait récemment savoir à l'Administration que la vérification du registre cadastral n'est pas encore terminée mais qu'un chèque de 54 livres 19 shillings 3 pence (monnaie des îles Fidji), représentant les redevances dues à M. Apadinuwe jusqu'à la fin de 1955, était récemment parti à l'adresse de l'Administration. Ce chèque sera versé au pétitionnaire dès sa réception.